Vincent Lemieux
Professeur, science politique, Université Laval
(1997)

“RÉSEAUX ET COALITIONS”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
Professeur sociologie au Cégep de Chicoutimi
Courriel: [jean-marie tremblay@uqac.ca](mailto:jean-marie_tremblay@uqac.ca)

Dans le cadre de "Les classiques des sciences sociales"
Site web: <http://classiques.uqac.ca/>
Une bibliothèque fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay, sociologue

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Vincent Lemieux, "**Réseaux et coalitions**". Un article publié dans la revue **L'Année sociologique**, vol. 47, no 1, 1997, pp. 351-370. Paris: Les Presses universitaires de France.

M. Vincent Lemieux a été professeur de science politique de 1960 à 1992 au département de science politique de l'Université Laval. Maintenant à la retraite de l'enseignement.

[Autorisation formelle accordée au téléphone le 13 août 2004 par M. Vincent Lemieux et confirmée par écrit le 16 août 2004 de diffuser la totalité de ses œuvres : articles et livres. Un grand merci à Mme Suzie Robichaud, vice-doyenne à la recherche à l'Université du Québec à Chicoutimi pour ses démarches fructueuses auprès de M. Lemieux : Suzie_Robichaud@uqac.ca]

Courriel : vlemieux@sympatico.ca

liste des publications de M. Vincent Lemieux :

<http://www.pol.ulaval.ca/personnel/professeurs/vincent-lemieux.htm>
<http://www.pol.ulaval.ca/documents/publications/pubLemieux.pdf>

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les citations : Times New Roman 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 23 juillet 2006 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

Vincent Lemieux

Politologue, professeur émérite, Université Laval

“Réseaux et coalitions”

Un article publié dans la revue **L'Année sociologique**, vol. 47, no 1, 1997, pp. 351-370. Paris: Les Presses universitaires de France.

Table des matières

[Résumé](#)

[Introduction](#)

[Réseaux et appareils](#)

[Les réseaux et les appareils en tant que systèmes](#)

[Coalitions et autres alliances](#)

[Les relations de pouvoir](#)

[Les coalitions : des réseaux ou des quasi-réseaux](#)

[Quelques illustrations](#)

[Conclusion](#)

[Références](#)

[Graphique 1.](#) Graphes dont tous les sommets, plusieurs sommets ou un seul sommet sont des racines

[Tableau 1.](#) Les différents types d’alliances selon qu’elles sont concertées ou non concertées, et durables ou non durables

Vincent Lemieux,

“Le législateur et le médiateur: analyse d'une campagne électorale”.

Un article publié dans la revue **L'Année sociologique**, vol. 47, no 1, 1997, pp. 351-370. Paris: Les Presses universitaires de France.

RÉSUMÉ. - Les notions de réseau et de coalition se recoupent en partie, mais leur développement a suivi des voies différentes. L'étude des coalitions s'est développée à partir de la théorie des jeux, alors que l'étude des réseaux sociaux a manqué d'une théorie fondatrice. Dans le but d'élaborer une théorie des réseaux sociaux, il est proposé de les considérer comme des systèmes et de les opposer aux appareils. Après quoi il est montré que les coalitions prennent généralement la forme de réseaux ou de quasi-réseaux plutôt que celle d'appareils ou de quasi-appareils, et que c'est là une des conditions de leur formation et de leur maintien.

ABSTRACT. - The evolution of the notions of coalition and network has followed different paths in the last decades. The theory of games was the stalling point of the study of coalitions, while the works on social networks did not have such a theoretical foundation. In order to build a theory of social networks, it is suggested to consider them as systems and to oppose these systems to hierarchies. In this perspective, a coalition can be seen as a network or a quasi-network rather than a hierarchy or a quasihierarchy. This characteristic is an important condition to the formation and maintenance of a coalition.

Introduction

[Retour à la table des matières](#)

Les travaux sur les réseaux et ceux sur les coalitions se sont multipliés depuis les années 1960, tout en suivant des voies différentes. Beaucoup de travaux sur les coalitions ont trouvé leur inspiration dans la théorie des jeux, alors que les premiers travaux sur les réseaux ont manqué d'une théorie fondatrice. Encore aujourd'hui les fondements théoriques de l'étude des réseaux sociaux demeurent partiels et éclatés, comme le montre bien l'ouvrage de Degenne et Forsé (1994).

Dans l'étude des coalitions la théorie des jeux s'est révélée insuffisante, même si elle a permis de traiter de la dimension économique de l'action des coalisés. Le destin de la théorie de Riker (1964), qui prédisait la formation de coalitions minimales par rapport à un seuil donné de décision, est instructif à cet égard. Des travaux empiriques ont montré que les affinités idéologiques ou personnelles importaient autant sinon plus que les calculs strictement économiques dans la formation ou le maintien des coalitions gouvernementales (cf. à ce sujet l'excellente présentation de Lijphart, 1984, pp. 46-66). Plus récemment, les travaux de Strom (1990) ont fait la preuve que la notion de seuil de décision était relative, une coalition gouvernementale minoritaire pouvant fort bien se maintenir lorsque ses adversaires sont divisés entre eux. Si bien que les théories actuelles des coalitions sont assez éloignées du point de départ qui leur avait été donné par la théorie des jeux.

Les notions de réseau et de coalition se recoupent partiellement. Tous les réseaux ne sont pas des coalitions, mais certains d'entre eux le sont. À l'inverse toutes les coalitions ne prennent pas la forme d'un réseau, mais plusieurs d'entre elles ont cette forme. Nous voudrions montrer que les caractéristiques qu'ont les coalitions, parmi d'autres ensembles d'acteurs sociaux, les inclinent à prendre la forme de réseaux. Encore faut-il pour cela donner des définitions précises de ce qu'est un réseau et de ce qu'est une coalition, de façon à rendre ces notions compatibles entre elles.

Nous allons commencer par définir ce qu'est un réseau, en l'opposant à un appareil, ce qui nous amènera à définir les formes intermédiaires de quasi-réseau et de quasi-appareil. Après quoi nous donnerons une définition de ce qu'est une coalition et nous montrerons, à partir de cette définition, qu'il est de la nature même des coalitions de prendre le plus souvent une forme de réseau ou de quasi-réseau.

RÉSEAUX ET APPAREILS

[Retour à la table des matières](#)

Malgré les progrès accomplis dans l'étude scientifique des réseaux sociaux, l'usage de ce terme continue d'être bien souvent métaphorique. Ou encore, la popularité qu'il a acquis conduit certains utilisateurs à lui donner une extension abusive qui en vient à recouvrir ou presque tous les différents ensembles d'acteurs sociaux.

La promotion de l'analyse structurale des réseaux sociaux au titre de nouveau paradigme, susceptible de remplacer celui qui définissait les acteurs sociaux par leurs attributs, n'est pas sans rapport avec cette extension abusive. Il est bien évident que si la notion de réseau social en vient à désigner l'objet de toute étude centrée sur les relations sociales plutôt que sur les attributs sociaux, un réseau correspond à tout ensemble de relations entre les acteurs sociaux. Il nous semble préférable de voir dans un réseau un potentiel de relations, qui donne par réduction des formes moins « riches » de structuration des relations sociales, qu'on peut nommer quasi-réseau, quasi-appareil et appareil. Ce sont tous des systèmes sociaux entendus au sens large, bien loin que les réseaux s'opposent aux systèmes, comme on le prétend encore parfois.

La théorie des graphes est spécialement apte à traiter des ensembles de relations sociales. Elle a d'ailleurs été largement utilisée pour étudier certaines propriétés des réseaux sociaux, comme la connexité, la densité, la centralité, etc. Par contre, elle a encore peu servi à distinguer la forme de réseau d'autres formes que prennent les relations sociales, ce qui est l'objet de notre propos.

En utilisant le vocabulaire des graphes (cf. Pellet, 1966), nous parlons de sommets pour désigner les points d'un système représenté par un graphe, et d'ares pour désigner les lignes orientées d'un sommet à l'autre, les lignes non orientées étant des arêtes. Nous disons d'un

sommet qu'il est une racine quand il y a un chemin, fait d'un certain nombre d'arcs, qui mène de ce sommet à tous les autres sommets du graphe.

Ce concept de racine permet de définir une première différence entre un réseau et un appareil. Nous proposons de considérer comme ayant une structuration de réseau un graphe dont tous les sommets sont des racines, et de considérer comme ayant une structuration d'appareil un graphe dont tous les sommets ne sont pas des racines. On constate aisément que selon ces définitions les deux premiers graphes (1.1 et 1.2) du graphique 1 seraient des réseaux, et les trois derniers (1.3, 1.4 et 1.5), des appareils.

Graphique 1.

Graphes dont tous les sommets, plusieurs sommets ou un seul sommet sont des racines

Cette différence se retrouve dans les acceptions courantes de la notion de réseau entendue au sens strict. On considère généralement que le propre d'un réseau consiste dans la possibilité pour chacun de ses participants de communiquer, directement ou indirectement avec chacun des autres.

Toutefois, on voit bien qu'il y a des différences entre 1.1 et 1.2 qui sont des réseaux, ainsi qu'entre 1.3, 1.4 et 1.5 qui sont des appareils. Au moins une autre caractéristique est nécessaire pour distinguer diverses modalités des réseaux et des appareils.

Les graphes 1.1 et 1.2 se distinguent par le nombre de chemins qui mènent d'un sommet à l'autre. Dans le graphe 1. 1 il y en a toujours plus d'un : ainsi on peut aller de A à B directement, mais on peut y aller aussi en passant par C. Il y a un chemin direct et un chemin indirect de B à A. Il en est de même entre A et C, et entre B et C. Dans le graphe 1.2, par contre, il n'y a qu'un chemin, direct ou indirect, dans les deux sens, entre deux sommets quelconques. Plus généralement, il y a des graphes dont tous les sommets sont des racines, mais où il y a au moins une paire de sommets, telle qu'on ne peut pas aller d'un sommet à l'autre, dans un sens au moins, par plus d'un chemin. Nous proposons de nommer réseaux les graphes qui ont les propriétés, pour ce qui est des chemins, du graphe 1. 1, et de nommer quasi-réseaux les graphes qui ont les propriétés du graphe 1.2.

Il y a aussi une différence, pour ce qui est des chemins, entre les graphes 1.3 et 1.4 et le graphe 1.5. Dans le graphe 1.4 comme dans le graphe 1.3 il y a au moins un chemin, dans un sens, entre deux sommets quelconques. Par exemple, dans le graphe 1.4 on peut aller de A à B (directement, seulement), de A à C (directement ou indirectement), et de B à C (directement, seulement). Cette propriété n'existe pas en 1.5, puisqu'il n'y a pas de chemin de B à C, ni de C à B. Toutefois il y a au moins une racine, c'est-à-dire un sommet, A dans l'occurrence, d'où on peut aller à tout autre sommet. Cette forme est celle de *l'arborescence*, en théorie des graphes.

Nous proposons de nommer appareils les formes qui ont cette propriété (celle du graphe 1.5) et quasi-appareils, celles qui ont la propriété des graphes 1.3 et 1.4, qu'ils aient une seule racine comme en 1.4, ou plusieurs racines, comme en 1.3.

En résumé, on peut définir ainsi, de façon purement formelle, les quatre types de systèmes que nous venons de distinguer.

Réseau : une forme telle que tous les sommets sont des racines et qu'il y a plus d'un chemin, et ce dans les deux sens, entre deux sommets quelconques.

Quasi-réseau : une forme telle que tous les sommets sont des racines, mais où dans un couple de sommets au moins il n'y a pas plus d'un chemin, dans un sens sinon dans les deux.

Quasi-appareil (ou plus généralement, quasi-arborescence) : une forme telle qu'au moins un sommet (mais non pas tous) est une racine et qu'il y a au moins un couple de sommets où un chemin n'existe que dans un sens.

Appareil (ou plus généralement, arborescence) : une forme telle qu'au moins un sommet (mais non pas tous) est une racine, et que dans au moins un couple de sommets il n'y a pas de chemin, ni dans un sens ni dans l'autre.

Les quatre formes correspondent à des degrés différents de connexité, tels qu'ils sont distingués en théorie des graphes (Roy, 1969, p. 268-270). Les réseaux et les quasi-réseaux sont fortement connexes, puisqu'il y a un chemin qui mène de tout sommet à tout autre sommet. Les quasi-réseaux sont cependant moins redondants et donc plus vulnérables que les réseaux, puisque dans une paire de sommets tout au moins il n'y a qu'un chemin, dans un sens, d'un sommet à l'autre. Dans les réseaux cette propriété restrictive n'existe pas. Dans des travaux antérieurs (Lemieux, 1979, 1982, 1989), nous avons proposé de nommer *coarchies* les graphes fortement connexes. On pourrait dire des réseaux qu'ils sont des coarchies très redondantes, alors que les quasi-réseaux seraient des coarchies peu redondantes.

Les quasi-appareils sont quant à eux *semi-fortement connexes*. Il y a un chemin, dans un sens au moins, entre deux sommets quels qu'ils soient. Nous avons proposé de nommer *stratarchie* une structuration des arcs orientés qui présente cette propriété.

Les appareils sont quasi *fortement connexes*. Pour toute paire de sommets il y a *un* ascendant commun, c'est-à-dire un sommet (interne ou externe à cette paire) d'où on peut aller à chacun des deux sommets (à supposer qu'il y ait réflexivité d'un sommet à lui-même). Il convient de nommer *hiérarchie* cette structuration des arcs.

LES RÉSEAUX ET LES APPAREILS EN TANT QUE SYSTÈMES

[Retour à la table des matières](#)

Jusqu'à maintenant nous avons défini les réseaux, les quasi-réseaux, les quasi-appareils et les appareils par les formes que prend la structuration des relations dans les systèmes sociaux, ces formes allant des plus variées au moins variées.

Toutefois un système social ne se réduit pas à la forme de ses relations et aux structurations qu'elles manifestent. Selon Le Moigne (1984), la structure n'est qu'un des aspects principaux du concept de système, les quatre autres étant l'environnement, la finalité, l'activité et l'évolution. Pour cet auteur, un système (p. 62) c'est quelque chose qui, *dans* quelque chose (environnement), *pour* quelque chose (finalité ou projet), *fait* quelque chose (activité, fonctionnement) *par* quelque chose (structure, forme stable) qui *se transforme* dans le temps (évolution).

Les formes variables que prennent les réseaux et les appareils manifestent des différences dans les quatre autres aspects des systèmes sociaux.

1) La plus grande variété des réseaux fait que la densité des relations entre les acteurs y est plus élevée que dans les appareils. Pour cela, il y a généralement moins de variation dans les entrées et les sorties des acteurs. On le voit bien si l'on compare le graphe 1. 1, qui a une forme de réseau, au graphe 1.5, qui a une forme d'appareil. Dans le graphe 1. 1 tous les sommets ont deux entrées et deux sorties, alors que dans le graphe 1.5, A a deux sorties et aucune entrée, B et C ayant une entrée chacun. Il en est généralement de même dans les relations avec *l'environnement* externe. Elles sont plus nombreuses dans les systèmes à forme de réseau que dans les systèmes à forme d'appareil.

Pensons à un réseau de parenté, par opposition à un appareil administratif. À supposer qu'on puisse tracer une frontière entre un réseau de parents et son environnement, les membres du réseau ont généralement tous des relations de parenté avec des consanguins ou des alliés (par le mariage), qui se trouvent dans l'environnement *externe pertinent*. Il n'en est pas de même d'un ministère. Seuls les fonctionnaires dits de contact ou encore les dirigeants ont des relations un peu nombreuses avec les acteurs qui constituent le public et les autres interlocuteurs du ministère.

2) Cette plus grande densité des réseaux, et en particulier des réseaux complets, qui fait que les entrées et les sorties des acteurs sont relativement très nombreuses, entraîne généralement une moins grande spécialisation de leurs *activités* que dans les systèmes sociaux moins denses, en forme d'appareils. Soit, à nouveau, un réseau de parenté, par contraste avec un appareil administratif. Les rôles des apparentés sont moins spécialisés parce que plus divers que les rôles des membres d'une administration. Une autre façon d'exprimer cette différence est de considérer un réseau comme un potentiel d'activités *diverses* qui s'actualisent de façon spécialisée dans un appareil, étant entendu qu'un réseau a la potentialité d'un appareil, alors que l'inverse n'est pas vrai.

3) Étant donné leur forme, les réseaux sont plus pénétrés par les *finalités* d'appartenance que ne le sont les appareils, qui conviennent mieux aux finalités de régulation de l'environnement externe. L'appartenance implique une tendance à la « complétude » des connexions. Si A est ami de B et que B est ami de C, il y a de bonnes chances que A et C deviennent eux aussi des amis. Il n'en est pas de même de la régulation. Elle peut, bien sûr, s'accomplir dans des structururations denses, surtout quand elle est pénétrée par des finalités d'appartenance, mais dans la plupart des systèmes sociaux des structururations relativement peu denses suffisent à l'exercice de la régulation.

4) Pour ce qui est de *l'évolution*, les définitions mêmes que nous avons données des structururations de réseau, de quasi-réseau, de quasi-appareil et d'appareil impliquent que les transformations les plus simples et donc les plus courantes des réseaux sont celles qui en font des quasi-réseaux. Ceux-ci ont comme formes voisines celles de réseau ou

de quasi-appareil. Les quasi-appareils, dans cette optique, ont tendance à se transformer en quasi-réseaux ou en appareils, et ces derniers en quasi-appareils. Une espèce de loi de l'entropie sociale fait que les transformations les plus probables sont celles qui vont des formes les plus variées aux formes les moins variées. Selon cette loi les quasi-réseaux évolueraient vers la forme de quasi-appareil plutôt que vers celle de réseau, et les quasi-appareils évolueraient vers la forme d'appareil plutôt que vers celle de quasi-réseau.

COALITIONS ET AUTRES ALLIANCES

[Retour à la table des matières](#)

Les coalitions ont-elles la forme d'un réseau ou d'un appareil, ou encore celle d'un quasi-réseau ou d'un quasi-appareil ? Qu'est-ce qui les incline à prendre certaines formes plutôt que d'autres, et quelles conséquences ont ces formes sur le fonctionnement des coalitions ? Pour pouvoir répondre à ces questions il importe d'abord de bien cerner les caractéristiques des coalitions par rapport à d'autres ensembles d'acteurs sociaux.

Un peu comme la notion de réseau a été opposée à celle d'appareil, ce qui nous a amené à définir les formes intermédiaires de quasi-réseau et de quasi-appareil, la notion de coalition peut être opposée à d'autres formes d'alliance, dans le but de mieux établir le propre des coalitions parmi les autres alliances. On peut entendre celles-ci comme des ensembles plus ou moins concertés et plus ou moins durables d'acteurs autonomes, dont chacun d'entre eux peut obtenir, en étant regroupé dans l'alliance, plus d'avantages que s'il se trouvait hors de l'alliance.

Comme plusieurs auteurs l'ont noté (voir en particulier Gamson, 1961) les participants à une alliance ont des relations coopératives, mais des éléments de conflit subsistent entre eux, qui peuvent toujours menacer la concertation et la durabilité de l'alliance. De plus, hors

d'une alliance donnée, il existe généralement d'autres alliances ou d'autres acteurs qui sont des adversaires de cette alliance, en compétition avec elle pour ce qui est des avantages recherchés.

On peut distinguer quatre types d'alliances, selon qu'elles sont plus ou moins concertées et plus ou moins durables. Le tableau 1 donne les caractéristiques de ces quatre types.

Tableau 1 :
Les différents types d'alliances selon qu'elles sont concertées
ou non concertées, et durables ou non durables

Types d'alliances	Alliances concertées (+) non concertées (-)	Alliances durables (+) non durables (-)
Associations	+	+
Coalitions	+	-
Tendances	-	+
Agrégats	-	-

Les associations peuvent être considérées comme des alliances concertées et durables. Il en est ainsi de la plupart des partis politiques et des autres organisations dites volontaires. De même pourrait-on dire de certaines alliances durables sur le plan interétatique qu'elles sont des associations plutôt que des coalitions. C'est le cas, par exemple, de l'OTAN (Organisation du Traité de l'Atlantique Nord). Les associations s'assimilent aux coalitions en ce qu'elles sont concertées, même si les négociations quant à la participation et à l'action des membres sont moins fréquentes que dans les coalitions. L'Union européenne est un autre exemple d'une alliance du type de l'association, qui est concertée mais durable, à la différence des coalitions.

Les tendances ou alignements sont des alliances non concertées et durables, ou du moins plus durables que les coalitions. Il en est ainsi des tendances interventionnistes ou néo-libérales, ou encore des tendances nationalistes et des tendances fédéralistes ou internationalistes dans un parti politique. Les tendances ou alignements peuvent aussi regrouper des acteurs de plusieurs organisations dans la réalisation des politiques publiques (dans des *policy communities*) et même des États qui, sans faire partie d'associations concertées, agissent généralement de façon convergente.

Enfin, les agrégats constituent le type le plus « lâche » d'alliance qui soit, en ce qu'ils sont ni concertés ni durables. C'est, par exemple, les électeurs qui appuient le même parti à l'occasion d'une élection. On peut dire d'eux qu'ils forment une alliance en ce sens que la grandeur de leur regroupement permet éventuellement au parti d'obtenir des avantages, en sièges, qu'il n'aurait pas obtenu sans cela, mais le caractère fluide de ce type d'alliance rend difficile l'application des concepts servant à la définition des trois autres types.

À partir des considérations qui viennent d'être faites on peut définir les coalitions de la façon suivante.

Une coalition est un ensemble concerté et temporaire d'acteurs individuels ou collectifs qui ont entre eux des rapports de coopération et de conflit, à la fois, et qui cherchent par une structuration du pouvoir appropriée à prédominer sur leurs adversaires de façon à obtenir ainsi des avantages plus grands que s'ils n'avaient pas fait partie de la coalition.

Plusieurs éléments de cette définition expliquent que les coalitions prennent généralement, pour ce qui est des relations de pouvoir entre les participants, la forme de réseau ou de quasi-réseau. Quand elles prennent les formes d'appareil ou de quasi-appareil, elles sont menacées de dissolution. C'est ce que nous voudrions démontrer à partir de quelques exemples.

LES RELATIONS DE POUVOIR

[Retour à la table des matières](#)

Cette démonstration suppose une définition opératoire des relations de pouvoir entre les acteurs sociaux. En nous fondant sur nos travaux antérieurs (cf. Lemieux, 1989, 1995), nous définissons le pouvoir d'un acteur sur un autre acteur comme le contrôle par le premier acteur d'une décision ou plus simplement d'une opération qui concerne les ressources du second ou les siennes.

Les ressources sont classifiées en sept catégories : les normes, les postes, les commandes, les liens, les supports, les effectifs et les informations. Ces ressources, qui sont à la fois les atouts et les enjeux du pouvoir, et qui par là articulent les relations de pouvoir les unes aux autres, ont un caractère habilitant ou contraignant. Par exemple, un participant à une coalition, qui transmet une information utile à un autre participant, contrôle une ressource habilitante pour cet acteur, mais si l'information est fausse ou seulement partielle, elle pourra être plus contraignante qu'habilitante.

Entre deux acteurs les relations élémentaires de pouvoir peuvent être celles du pouvoir conjoint, du pouvoir unilatéral (dans un sens ou dans l'autre) et du pouvoir nul, si aucun des deux ne réussit à contrôler, selon ses préférences, une opération sur les ressources de l'autre. Entre deux acteurs donnés, par exemple deux membres d'une coalition, il arrive généralement que plus d'une de ces relations élémentaires soit possible. Ainsi il y a parfois pouvoir conjoint de deux acteurs, et parfois pouvoir unilatéral de l'un sur l'autre. C'est généralement le cas des relations entre un patron et son client.

La formalisation des relations de pouvoir entre les acteurs d'une coalition permet d'établir si la coalition est un réseau ou un système d'une autre forme. Il s'agit pour cela de considérer une racine comme

une autorité, c'est-à-dire un acteur qui peut exercer du pouvoir directement ou indirectement sur tout autre acteur d'une coalition, et de considérer un chemin comme une *influence*, c'est-à-dire comme une séquence de relations de pouvoir d'un acteur à l'autre. Ainsi une coalition aurait une forme de réseau, pour ce qui est de ses relations de pouvoir, quand chacun de ses participants serait une autorité, et que d'un participant à l'autre il y aurait plus d'une influence, directe ou indirecte. On peut définir pareillement, au moyen des concepts d'autorité et d'influence, les formes de quasi-réseau, de quasi-appareil et d'appareil.

LES COALITIONS : DES RÉSEAUX OU DES QUASI-RÉSEAUX

[Retour à la table des matières](#)

Les traits par lesquels nous avons défini les coalitions font que la forme des relations de pouvoir, à l'intérieur de ce type d'alliances, est généralement celle d'un réseau ou d'un quasi-réseau.

Premièrement, les participants adhèrent volontairement à une coalition et négocient leur participation non seulement au moment de l'adhésion, mais aussi quand ils s'interrogent sur le maintien de leur adhésion, à moins qu'ils décident de quitter la coalition sans renégocier leur participation. On conçoit difficilement que la concertation requise à l'existence d'une coalition puisse se faire sans qu'un membre actuel ou éventuel ait la possibilité d'influencer directement ou indirectement chacun des autres membres. La concertation et les négociations qu'elles supposent se font le plus souvent par l'exercice du pouvoir conjoint, où chacun des acteurs contrôle des opérations concernant les ressources des autres acteurs. Par exemple, si un parti adhère à une coalition gouvernementale, il négociera avec les autres le programme politique de la coalition, ou encore le nombre de postes de ministres qu'il obtiendra et quels seront ces postes. Il n'y aura entente que si l'on parvient à du pouvoir conjoint. La forme de la structuration

du pouvoir sera celle d'un réseau ou d'un quasi-réseau en ce que chacun des participants sera en position d'autorité.

Deuxièmement, cette généralisation des positions d'autorité et des influences qu'elle entraîne tient aussi au fait, inclus dans notre définition des coalitions, qu'il y a des éléments de conflit et de coopération à la fois dans les relations entre acteurs. Pour que la coopération l'emporte sur le conflit et que la coalition se forme ou se maintienne, il faut que le pouvoir conjoint finisse par prévaloir sur le pouvoir unilatéral ou le pouvoir nul. Sinon les acteurs qui ne réussissent pas à contrôler les opérations sur les ressources n'adhéreront pas à la coalition ou s'en retireront.

Troisièmement, le caractère temporaire des coalitions renforce cette nécessité d'assurer que chacun des participants soit en position d'autorité, au sens où nous l'entendons. Les coalitions n'étant pas des alliances durables, à la différence des associations et des tendances, une règle implicite de leur fonctionnement veut qu'un participant s'en retire librement s'il n'y trouve plus d'avantages. L'absence d'autorité d'un participant est une justification suffisante de son retrait, si bien que le partage de l'autorité étendu à tous les membres est une règle implicite sinon explicite du fonctionnement des coalitions.

Ces trois traits des coalitions les inclinent donc à prendre une forme de réseau ou une forme de quasi-réseau. L'environnement interne des coalitions et leur environnement externe permettent d'expliquer qu'une coalition prend une de ces formes plutôt que l'autre.

Dans l'environnement interne, il y a la taille de la coalition, la nature de ses membres ainsi que l'intensité des affinités idéologiques, affectives ou autres entre les membres. Quand la taille est petite et que les affinités sont intenses, il y a de fortes chances que plus d'un cheminement de l'influence existe entre deux membres de la coalition. Pour référer encore une fois au graphique 1, il est bien évident que dans une coalition de trois acteurs la forme 1. 1 des relations de pouvoir est plus probable que la forme 1.2, à supposer qu'une flèche dans les deux sens d'un acteur à l'autre désigne le pouvoir conjoint, alors qu'une flèche dans un seul sens désigne le pouvoir unilatéral.

Il en va autrement si les membres sont eux-mêmes des associations, où l'autorité est plus ou moins centralisée. C'est le cas des coalitions gouvernementales. Plus la centralisation de l'autorité sera grande, plus il y aura de chances que la coalition ait une forme de quasi-réseau ou même de quasi-appareil.

L'environnement externe d'une coalition contribue lui aussi à expliquer qu'une forme de réseau ou qu'une forme de quasi-réseau s'instaure à l'intérieur de la coalition. Contrairement à ce qu'on observe à l'intérieur des associations, où l'existence d'adversaires menaçants à l'extérieur incline à se donner une forme d'appareil ou de quasi-appareil, les coalitions qui font face à des adversaires menaçants ne semblent pas plus centralisées, pour ce qui est des positions d'autorité, que les autres coalitions. L'adhésion des membres étant volontaire, et surtout la présence de chacun d'eux étant souvent requise pour que la coalition domine ses adversaires, l'autorité demeure partagée par tous. Il pourra cependant en être autrement si la coalition est faite d'associations et que l'on considère non seulement le pouvoir des dirigeants de ces associations, mais aussi celui des membres.

QUELQUES ILLUSTRATIONS

[Retour à la table des matières](#)

Peu de travaux sur les coalitions donnent de l'information précise sur les relations de pouvoir entre les participants. Dans beaucoup de cas on peut cependant établir, à partir de l'information qui est fournie sur les acteurs et leurs activités, l'existence de deux caractéristiques nécessaires à l'existence d'un réseau ou d'un quasi-réseau, à savoir la position d'autorité occupée par chacun des participants et l'existence ou non de plus d'un cheminement de l'influence d'un participant à l'autre.

Plus les coalitions sont petites, plus il est facile d'établir la forme des relations de pouvoir entre les participants. C'est le cas de la petite coalition étudiée par Thurman (1979), qui se forme d'ailleurs, comme

le montre cet auteur, à partir d'un réseau préexistant. Cet auteur a étudié pendant seize mois un bureau où travaillaient plus de trente personnes. Un homme, Pete, qui a déjà travaillé au bureau, y revient à titre de vice-président et retrouve d'autres personnes avec lesquelles il a des liens d'amitié. Ce groupe se forme en coalition pour s'opposer aux visées d'une nouvelle venue, Minna, soumise à l'autorité de Pete, mais qui entre en conflit avec lui à propos du fonctionnement du bureau. Thurman montre par un graphe non orienté, fait d'arêtes, que les cinq personnes qui sont coalisées avec Pete sont toutes en relations directes avec lui ainsi qu'entre elles. C'est une clique, ou un graphe complet dans le langage de la théorie des réseaux.

Il semble évident que la coalition formée autour de Pete constitue un réseau, au sens précis que nous donnons à ce terme. Les liens d'affinité qui existent d'un participant à l'autre ne peuvent se traduire autrement que par la possibilité du pouvoir conjoint et de plus d'un chemin de l'influence dans chacune des paires d'acteurs. Rien dans l'étude de Thurman indique qu'il en est autrement.

Dans les coalitions plus vastes, avec des liens d'affinité dans l'environnement interne qui sont moins répandus, il peut fort bien arriver qu'une coalition ait plutôt une forme de quasi-réseau. C'est le cas des coalitions que Mayer (1966) désigne comme des *action sets*, ou rassemblements pour l'action. Il en donne un exemple à propos de la coalition formée autour d'un candidat à une élection en Inde. Si l'on examine le graphe en forme d'arbre par lequel il représente la coalition et que l'on suppose que les arêtes portent du pouvoir conjoint, étant donné qu'elles sont fondées sur des affinités entre les participants, on voit que ce graphe a la forme d'un quasi-réseau, où il n'y a généralement qu'un chemin d'influence entre deux acteurs quelconques.

Les coalitions gouvernementales sont celles qui ont fait l'objet du plus grand nombre de travaux, à cause de leur visibilité et de leur importance, mais aussi parce qu'elles se prêtent à la quantification des atouts (les votes détenus) et des enjeux (en particulier les postes de ministres). Toutefois, étant donné qu'elles échappent encore actuellement à la quantification, les relations de pouvoir entre les participants ont été relativement peu étudiées.

Il y a longtemps déjà, Groennings (1970) a énoncé quelques propositions sur la formation et le maintien des coalitions gouvernementales, qui n'ont pas été démenties par la suite (cf. Laver et Schofield, 1990). Groennings souligne que les coalitions gouvernementales fonctionnent selon une règle d'unanimité, pour empêcher les adversaires d'exploiter les divisions internes à la coalition et pour promouvoir l'esprit de consensus entre les membres. Cette règle d'unanimité, qui n'exclut pas le marchandage (*logrolling*), suppose évidemment que chacun des participants puisse influencer directement ou indirectement chacun des autres, par du pouvoir conjoint ou du pouvoir unilatéral. Cela est d'autant plus facile qu'il y a peu de partis dans la coalition et que leurs atouts ne sont pas trop inégaux.

Étant donné qu'une coalition gouvernementale ne compte généralement qu'un petit nombre de partis, dont chacun est nécessaire au maintien de la coalition, quelle que soit la part des atouts qu'il apporte, on peut poser que les relations de pouvoir entre les dirigeants de ces partis auront généralement une forme de réseau. Cependant, il n'en est pas nécessairement ainsi si l'on considère tous les parlementaires qui font partie d'une coalition gouvernementale. Groennings pose que la tendance au compromis décroît quand on passe des membres du cabinet aux simples parlementaires, et de ceux-ci aux organisations locales des partis. D'un niveau à l'autre la valeur accordée aux avantages rattachés à la participation à la coalition tend à décroître, alors que le souci de préserver la pureté idéologique du parti, ou plus simplement son identité, tend à croître. À cause de cela une coalition serait d'autant plus stable que les partis qui en sont membres sont centralisés et réussissent à maintenir la discipline à l'intérieur d'eux-mêmes.

Ces observations de Groennings sont intéressantes en ce qu'elles montrent que dans les coalitions d'associations la forme que prend la structuration des relations de pouvoir varie selon le niveau considéré. Si l'on considère le niveau des dirigeants de la coalition ou encore des ministres, la forme est généralement celle d'un réseau. Au niveau de l'ensemble des parlementaires, une forme de quasi-réseau est plus probable. Dans certaines paires de parlementaires de partis différents il n'y a pas plus d'un chemin par lequel de l'influence peut circuler, ce chemin passant généralement par les dirigeants des deux partis. Au niveau de l'ensemble des associations partisans qui sont représentées

par leurs ailes parlementaires dans la coalition gouvernementale, la forme de la structuration des relations de pouvoir serait plutôt celle d'un quasi-appareil.

CONCLUSION

[Retour à la table des matières](#)

Cet article sur les réseaux et les coalitions avait un triple but. Dans un premier temps, après avoir constaté le flou actuel qui entoure la notion à la mode de réseau, nous avons proposé d'en donner une définition précise en opposant les systèmes en forme de réseau aux systèmes en forme d'appareil. Entre ces deux formes opposées, nous avons défini les formes intermédiaires de quasi-réseau et de quasi-appareil. Deux concepts de la théorie des graphes, celui de racine et celui de chemin, nous ont suffi à distinguer entre elles les quatre formes de systèmes. Nous avons ensuite montré que les réseaux et les appareils ne se distinguaient pas seulement par la forme de leur structuration, mais aussi par les quatre autres concepts fondamentaux, selon Le Moigne, de la notion de système, l'environnement, les activités, les finalités et l'évolution.

Dans un deuxième temps, nous nous sommes intéressé à la notion de coalition, voisine de celle de réseau. Un peu comme les réseaux prennent leur sens par opposition aux appareils, le sens des coalitions apparaît plus nettement quand on les distingue des autres formes d'alliances, entendues au sens large. On définit généralement les coalitions comme des alliances concertées et temporaires, ce qui les distingue de ce que nous avons proposé de nommer les associations, les tendances et les agrégats. Comme les autres alliances, les coalitions comportent des éléments de coopération et de conflit entre leurs membres, et ils font face le plus souvent à des adversaires, alliés ou non entre eux.

C'est à partir de ces caractéristiques des coalitions que nous avons posé, dans un troisième temps, que les coalitions prenaient générale-

ment la forme de réseaux ou de quasi-réseaux, quand on considère les relations de pouvoir entre leurs membres. Le pouvoir a été défini comme le contrôle par un acteur des décisions qui concernent ses ressources ou celles d'autres acteurs. Dans cette optique, les principales caractéristiques de ces coalitions convergent pour incliner la structuration du pouvoir à prendre les formes de réseau ou de quasi-réseau, telles que chacun des membres soit en position d'autorité (ou de racine). En effet, la concertation nécessaire à la formation et au maintien des coalitions, les éléments de conflit entre les participants qui ne doivent pas menacer la coopération entre eux, et la possibilité toujours existante qu'un membre se retire de la coalition, s'il n'est plus en état d'influencer les autres membres, sont autant de caractéristiques qui inclinent les coalitions à prendre la forme d'un réseau ou d'un quasi-réseau. Toutefois il n'en est pas nécessairement ainsi quand une coalition est faite en tout ou en partie d'associations, et que l'on considère la structuration du pouvoir dans l'ensemble des associations participantes, plutôt que de se limiter aux représentants de l'association dans la coalition.

Les notions de réseau et de quasi-réseau, ainsi que les notions opposées de quasi-appareil et d'appareil, permettent donc de décrire et d'expliquer à la fois la structuration du pouvoir dans les coalitions. On peut penser qu'il en est ainsi d'autres systèmes sociaux, à condition de ne pas décréter au départ qu'ils sont ou non des réseaux, mais d'utiliser une conceptualisation de nature structurale du réseau, du quasi-réseau, du quasi-appareil et de l'appareil pour traiter des caractéristiques de ces systèmes.

Vincent LEMIEUX
Université Laval (Québec)

RÉFÉRENCES

[Retour à la table des matières](#)

A. Degenne et M. Forsé, 1994, *Les réseaux sociaux. Une analyse structurale en sociologie*, Paris, Armand Colin.

W.A. Gamson, 1961, « A Theory of Coalition Formation », *American Sociological Review*, vol. 26, pp. 373-382.

S. Groennings, 1970, « Notes toward Theories of Coalition Behavior in MultiParty Systems : Formation and Maintenance », in S. Groennings *et al.* (eds.), *The Study of Coalition Behavior*, New York, Holt, Rinehart and Winston, pp. 445-465.

M. Laver et N. Schofield, 1990, *Multiparty Government. The Politics of Coalition in Europe*, Oxford, Oxford University Press.

V. Lemieux, 1979, *Les cheminements de l'influence*, Québec, Les Presses de l'Université Laval.

V. Lemieux, 1982, *Réseaux et appareils*, Paris, Maloine.

V. Lemieux, 1989, *La structuration du pouvoir dans les systèmes politiques*, Québec, Les Presses de l'Université Laval.

V. Lemieux, 1995, *L'étude des politiques publiques. Les acteurs et leur pouvoir*, Québec, Les Presses de l'Université Laval.

J.-L. Le Moigne, 1984, *La théorie du système général*, Paris, Presses Universitaires de France.

A. Lijphart, 1984, *Democracies*, New Haven, Yale University Press.

A.P. Mayer, 1966, « The Significance of Quasi-Groups in the Study of Complex Societies », in M. Banton (ed.), *The Social Anthropology of Complex Societies*, Londres, Tavistock, pp. 97-122.

R. Pellet, 1966, *Initiation à la théorie des graphes*, Paris, Entreprise moderne d'édition.

W.H. Riker, 1964, *The Theory of Political Coalitions*, New Haven, Yale University Press.

B. Roy, 1969, *Algèbre moderne et théorie des graphes*, 1, Paris, Dunod.

K. Strom, 1990, *Minority Government and Majority Rule*, Cambridge, Cambridge University Press.

B. Thurman, 1975, « In the Office : Networks and Coalitions », *Social Networks*, vol. 2, pp. 47-53.

Fin du texte